

## **Le scénario VIH/SIDA en République Dominicaine**

Yaceibol Ballast

La République Dominicaine est un pays situé dans les Caraïbes ayant plus de 9 millions d'habitants. Sa capitale et le siège de son gouvernement sont basés à Saint-Domingue de Guzman.

La République Dominicaine est un pays en voie de développement à revenus moyens, dépendant principalement de l'agriculture, du commerce, du secteur tertiaire et surtout du tourisme. Même si le secteur tertiaire a dépassé le secteur agricole en tant que principal fournisseur d'emplois, l'agriculture reste toujours le secteur le plus important en terme de consommation domestique.

Depuis les années '60, les problèmes économiques ont conduit à une migration de nombreux dominicains vers les Etats-Unis, principalement vers les métropoles côtières de l'est. Les dominicains sont un des groupes les plus importants de Latino-Américains aux Etats-Unis d'Amérique.

### **Scénario VIH/SIDA**

La République Dominicaine compte 120000 personnes infectées par le VIH, neuf fois plus que le nombre total de cas rapportés, et pendant la dernière décennie environ 20000 personnes sont mortes de maladies liées au SIDA. Le VIH/SIDA est la cause de décès principale au sein des femmes en âge de procréer. Les groupes à faibles revenus possède l'incidence la plus élevée de cette maladie (5% des adultes), parmi ceux-ci se trouvent de nombreux immigrant haïtiens qui vivent dans des communautés rurales et travaillent dans les plantations de canne à sucre. L'incidence de cette maladie parmi les femmes qui sont impliquées dans la prostitution se situe autour de 8%, bien qu'elle puisse atteindre 12% dans certaines villes. La tuberculose (TB) est l'infection opportuniste qui affecte le plus fréquemment les personnes malades du SIDA.

Dans 81% des cas, le VIH se transmet par relations hétérosexuelles parmi les personnes âgées entre 15 et 44 ans, et parmi les 4000 femmes testées positives pour le VIH/SIDA lors des tests prénataux, il est probable qu'elles aient donné naissance à 1300 qui pourraient vivre avec le VIH. Les causes implicites de cette situation sont : taux élevés de maladies sexuellement transmissibles (MST), taux de natalité élevé parmi les adolescents et jeunes femmes, et migration active.

### **Actions du gouvernement contre le VIH/SIDA**

En réponse à l'épidémie de VIH/SIDA le gouvernement a mis en place les éléments suivants :

- Créer par décret présidentiel une institution politique à niveau élevé (la commission présidentielle du SIDA, COPRESIDA), qui dépend directement du président et qui est responsable pour coordonner la lutte contre l'épidémie. COPRESIDA regroupe des

organisations communes, privées et publique.

- S'occuper du sujet VIH/SIDA d'un point de vue culturel, social et économique, et impliquer différents secteurs et acteurs à travers des associations avec le gouvernement, le secteur privé et des organisations civiles, incluant les personnes infectées par le virus.

- Des mesures innovantes qui change l'épidémie, fortifiant et élargissant les stratégies efficaces, incluant le dépistage, des volontaires en soutien psychologique et orientation individuelle, le contrôle des MST, prévention de la transmission mère enfant, délivrance d'attention et de suivi aux personnes infectées par le VIH nécessitant un traitement en accord avec les lignes de conduite établies.

- Se concentrer sur les interventions les plus efficaces en fonction des coûts, orientant généralement le travail vers les populations les plus vulnérables.

- Loi 5593 (1995) se charge du sujet du VIH/SIDA, et a été promulguée pour établir les aspects de non-discrimination envers ceux qui vivent avec les virus.

## **Femmes**

*Dans ce pays, les femmes sont sujettes à des tests obligatoires pour le VIH/SIDA pendant les procédés de la mise au monde.*

Les femmes de la République Dominicaine sont confrontées à diverses formes d'inégalité, de discrimination et d'exclusion sociale. Malgré le fait que le taux d'alphabétisation et les niveaux d'éducation primaire chez les hommes et femmes sont relativement élevés en République Dominicaine, les femmes sont sous-représentées sur le marché du travail. Beaucoup de femmes sont victimes de violence domestique, et souffrent de restrictions importantes dans leurs possibilités d'interaction sociale et de mouvement à cause de leur maris ou partenaires dans des relations longue durée.

Lors d'une enquête réalisée en 2002 par Measure DHS + (enquête ENDESA), plus de la moitié des femmes interrogées qui avaient des partenaires longue durée, ont déclaré que leurs maris ou partenaires masculins tenaient à être informés de leurs activités à tout moment. 18% de ces femmes ont dit que leurs maris ou partenaires limitaient activement leur accès aux amis, et 11% ont rapporté qu'elles étaient aussi limitées dans leur accès à la famille.

La restriction de l'interaction sociale et du mouvement dans une relation longue durée peut être le prélude à la violence domestique; à cette fin un environnement est créé qui présume que la femme soit soumise à l'autorité de l'homme. L'enquête ENDESA de 2002 a trouvé que 24% des femmes en République Dominicaine avaient été abusées physiquement. La même enquête a montré que 27% des femmes de ce pool ont souffert d'abus physique, sexuel ou émotionnel de la part de leurs maris ou de leurs partenaires dans des relations stables, et que 5% d'entre elles ont subi les trois types d'abus.

D'après des chiffres du gouvernement, la violence domestique a été la cause principale de la mortalité féminine en 2000. En 2003, 83% des femmes victimes de meurtres ont été tuées par leurs ex-maris ou leur maris actuels ou leurs partenaires habituels. Seulement cinq groupes policiers spécialisés en plaintes pour violence domestique existent à travers le pays (ces groupes sont appelés 'Amis de la Femme') et sont le seul refuge pour les victimes de violence, qui est administré comme une ONG.

Les femmes ne perçoivent pas le même salaire pour leur travail et ne reçoivent pas de contrat égalitaire sur les lieux de travail. Une étude conduite par la Banque Mondiale a démontré que les femmes ne gagnaient que 76% de ce que gagnent les hommes pour des emplois comparables (63% dans les régions rurales), et que le chômage double parmi les femmes.

Le point de vue social qui exige la fidélité tient les femmes responsables en cas d'infidélité de leur mari ou de leur partenaire habituel, compliquant ainsi la peur ressentie par beaucoup de femmes d'être exposée comme étant VIH positive. La peur d'être présentée comme VIH positive n'est pas infondée. En effet la loi sur le SIDA exige que les partenaires avec lesquels vous aviez des relations sexuelles soient informés. Les femmes ont plus tendance à être testées que les hommes et par conséquent ont plus tendance à connaître leur statut. C'est pourquoi il est aussi plus probable qu'une tierce personne connaisse leur statut. Ceci renforce la perception que ce sont les femmes qui apportent le VIH dans les relations stables.

Dans le domaine de la santé, le département pré et post test est extrêmement insuffisant. Les professionnels de la santé divulguent le résultat des tests du VIH sans autorisation et refusent ou retardent l'attention médicale aux femmes vivant avec le VIH. Beaucoup de gens vivant avec le VIH en République Dominicaine sont exclus du marché de l'emploi ou sont empêchés d'avoir accès aux services de la santé par peur de stigmatisation et abus.

### **Stigmatisation et discrimination dans le secteur de la Santé**

- Refus de traiter les patients vivant avec le VIH
- Retard ou rétention d'autres formes d'attention (nourriture, hygiène)
- Manque d'attention pour les patients alités
- Tests réalisés sans le consentement du patient
- Violation de la confidentialité
- Observation ou comportement inapproprié
- Usage à discrétion de précautions théoriquement universelles
- Usage de précautions excessives

### **Conclusions**

Le gouvernement a récemment mis en place une série de mesures qui contribuent à la prévention du VIH/SIDA et méritent d'être félicitées. Cependant, il n'a pas pris au sérieux l'inégalité et la discrimination des femmes, ni n'a considéré cela comme facteur de

propagation de la maladie. Il n'a pas non plus réussi à montrer une volonté politique pour trouver des solutions à la discrimination et à la souffrance généralisée des travailleurs vivant avec le VIH ou le SIDA. La loi sur le SIDA prévoit des sanctions en cas de divulgation non autorisée de résultats de tests, mais ces sanctions ne sont pas appliquées malgré les abus répandus.

Une réforme est nécessaire rapidement pour garantir le déploiement indispensable de pré et post test à tous ceux qui en ont besoin, de même que la mise en place de mesures strictes qui assurent une confidentialité et adoptent en même temps une politique de tolérance zéro en cas de violation de cette dernière.